

Le contexte

L'Europe pointe le manque d'efforts écologiques de certains gouvernements, notamment celui des Pays-Bas, qui ne respectent pas les règles en matière d'émissions d'azote. Dans le secteur de l'agriculture, c'est l'ammoniac (issu d'un mélange entre le fumier et l'urine animale), qui perturbe l'écosystème et engendre une diminution de la biodiversité. Aux Pays-Bas, l'agriculture est responsable de 60% des émissions d'azote. Des milliards d'euros vont être consacrés à la réduction du cheptel pour diminuer la pollution ammoniacale. Des scénarios retenus prévoient de réduire de 30% le cheptel, en commençant par les élevages intensifs situés en zones vulnérables. Et si cela met en péril la viabilité économique des fermes, l'État se dit prêt à racheter les terres et à indemniser les éleveurs.

En Belgique, la Flandre figure parmi les plus mauvais élèves de la classe européenne en matière de gestion de l'azote. Pas moins de 80% des zones naturelles du nord du pays en renferment un niveau trop élevé dans leur sol. La Région enfonce ainsi la directive européenne de conservation des habitats naturels. Là aussi, le secteur agricole risque de sérieusement en pâtir, vu qu'il est à lui seul responsable de plus de 60% de la production d'azote en Flandre. Mais les autorités publiques veulent tout faire pour tenter de l'épargner. La problématique oppose prospérité et économie d'un côté et protection environnementale de l'autre.

■ La Flandre peine à gérer ses émissions d'azote et enfonce les réglementations européennes.

■ À l'instar des Pays-Bas qui, eux, débloquent des milliards pour réduire leurs cheptels et indemniser leurs éleveurs.

■ La Wallonie, aussi, doit réagir à court terme.

La fin des élevages intensifs de bétail est-elle imminente ?

JOS RAMAEKERS

Responsable du département politique de l'association flamande Natuurpunt

L'azote, bête noire de l'exécutif Jambon

C'est Zuhair Demir (N-VA) elle-même, ministre flamande de l'Environnement, qui l'a déclaré il y a quelques mois : "Après la pandémie que nous connaissons, la lutte contre les émissions d'azote constitue le principal défi auquel la Flandre doit faire face." Elle ne croyait pas si bien dire. Le nord du pays est aujourd'hui écartelé entre ses agriculteurs et les défenseurs de la nature. Comment réguler au plus vite les importantes émissions d'azote sur le territoire flamand, sans provoquer un bain de sang dans le monde agricole ?

Les négociations entre les partenaires de la majorité régionale ont repris au début du mois de janvier. La nationaliste Zuhair Demir (Environnement) et la démocrate-chrétienne Hilde Crevits (Agriculture) – que l'on sait proche du très puissant syndicat agricole Boerenbond – doivent trouver un terrain d'entente. La tâche s'annonce ardue car chacune d'elles a jusqu'ici campé sur ses positions. Le ministre-Président Jan Jambon ambitionne de trouver un accord d'ici la fin février.

Al. D.

En Flandre, il y a urgence : une diminution structurelle drastique est à l'ordre du jour

La Flandre figure parmi les plus mauvais élèves de la classe européenne en matière de gestion de l'azote. Pourquoi cela concerne-t-il davantage le nord que le sud du pays ?

C'est une réalité : l'élevage intensif des bovins, des porcs ou des poules se trouve majoritairement en Flandre. Historiquement, c'est via le port d'Anvers que l'alimentation pour animaux était acheminée depuis l'étranger. Du fait de cette proximité avec le port, beaucoup de petits agriculteurs flamands se sont lancés dans l'élevage intensif de bétail, surtout dans les zones où les terres n'étaient pas très fertiles.

Le problème, c'est qu'il y a en Flandre une trop forte concentration des élevages intensifs par rapport aux surfaces disponibles pour les épandages, d'où ces émissions d'azote. Toutefois, je tiens à souligner que ce problème d'azote n'est pas causé que par la seule agriculture, mais également par les voitures et par les usines. Ceci étant, il est vrai que les efforts les plus importants restent à fournir dans le domaine agricole en raison de la pollution ammoniacale.

Une partie de la solution pourrait-elle être d'épandre sur les sols wallons le surplus de lisier provenant des élevages flamands ?

Cela se fait parfois aujourd'hui mais la pratique est devenue illégale. Il y a vingt-cinq ans, la décision avait été prise d'épandre le lisier aux alentours des terres flamandes mais cela n'a fait qu'étendre le problème. C'est ce qui explique que la Flandre est aujourd'hui l'un des plus mauvais élèves d'Europe en termes de qualité de l'air et de qualité de l'eau. Exporter le lisier en Wallonie n'est pas du tout une solution. Cela inquiète à juste titre nos collègues d'Inter-Environnement Wallonie.

Que faut-il faire pour trouver une solution structurelle à ce problème qui divise l'exécutif flamand (lire ci-contre) ? Faut-il fermer des élevages intensifs ?

L'an dernier, le gouvernement flamand planchait sur un montant de 100 millions d'euros permettant d'indemniser, en guise de compensation, les éleveurs qui seraient touchés par les mesures de réduction du nombre d'élevages intensifs sur le territoire flamand. Mais ce montant est dérisoire compte tenu de l'ampleur du problème. Aux Pays-Bas, plusieurs milliards d'euros ont été débloqués. Aujourd'hui, les négociations ont repris entre les partis de la majorité flamande et il serait désormais question d'un montant de 1 à 3 milliards d'euros à déblo-

quer pour résoudre le problème. La ministre Demir (N-VA) travaille sur plusieurs alternatives et l'une d'entre elles, qui est aujourd'hui sur la table du gouvernement, consisterait à obliger les éleveurs à isoler leurs bâtiments pour bétail avant 2030 sous peine de fermeture. La diminution d'azote devrait être de 60% pour les porcs et les poules, de 15% pour les vaches laitières et de 20% pour les viandeuses. Cette solution aurait le mérite de diminuer le nombre d'élevages intensifs mais présente le désavantage de rendre encore plus intenses les élevages qui subsisteraient.

En tant que défenseur de la nature, quelles sont les pistes de solution que vous privilégiez ?

Une partie de la solution peut effectivement venir d'une meilleure isolation des bâtiments dans lesquels se trouve le bétail de manière à mieux capter l'azote. Il faut également interdire l'agriculture intensive dans les zones du territoire flamand reconnues comme réserves naturelles. Enfin, il faut certainement prévoir un montant permettant de restaurer la nature qui a déjà été impactée par l'azote.

Entretien : Alice Dive